

**De la ‘campagne’ à la ‘capitale’ - Essai sur la place des
lettrés des ‘familles illustres de la capitale’ () dans
l’histoire socio-culturelle de la Corée du XIXe siècle**
Daeyeol Kim

► **To cite this version:**

Daeyeol Kim. De la ‘campagne’ à la ‘capitale’ - Essai sur la place des lettrés des ‘familles illustres de la capitale’ () dans l’histoire socio-culturelle de la Corée du XIXe siècle. Mélanges en l’honneur de Marc Orange et d’Alexandre Guillemoz, 2010. <halshs-01245995>

HAL Id: halshs-01245995

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01245995>

Submitted on 27 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

De « la campagne » à la « capitale »

**Essai sur la place des lettrés des « familles illustres de la capitale » (京華世族)
dans l'histoire socio-culturelle de la Corée du XIX^e siècle**

Daeyeol KIM

INALCO, Paris

daeyeolkim@gmail.com

Après le formidable élan culturel insufflé au XVIII^e siècle par la politique vigoureuse de deux « despotes éclairés » confucéens, Yŏngjo et Chŏngjo, que deviennent le monde des lettrés et la classe dirigeante du Chosŏn ? Selon l'historiographie dominante, dès le seuil du XIX^e siècle, les débats doctrinaux ou intellectuels, les rivalités politiques entre différentes factions – qui jadis s'étaient soldées par des purges violentes – semblent s'arrêter ou du moins s'atténuer. Serait-ce que la politique de renforcement de l'autorité royale aurait réussi ? Manifestement non, car vient tout de suite la période dite du « règne par les belles-familles » royales. Ou bien a-t-on affaire à une longue transition vers une nouvelle phase — une première « modernité » coréenne qui serait obscurément perçue (car nous connaissons très peu ce sujet pour le XIX^e siècle) de précéder celle qui marque, dans sa précipitation subite, le second XIX^e siècle ? Dans cette hypothèse, quelle relation établir entre les lettrés du premier XIX^e siècle et les intellectuels du second, qui mèneront les réformes pour construire un Etat ou une société « moderne » ? On a l'impression d'assister à un entracte, à une transition souterraine, ou à un déclin progressif. L'histoire coréenne n'a pas assez traité de cette évolution chez les lettrés (ou intellectuels) qui auraient dû

pourtant être, plus que d'autres, sensibles au changement des conditions historiques et sociales.

Or, le développement économique, sociopolitique et culturel à la capitale du pays de la période me semble pouvoir procurer des indices relatifs à cette interrogation. A retracer l'histoire sociopolitique du groupe lettré du XVII^e siècle au début de XIX^e, on observe non seulement un pouvoir politique mais aussi un état d'avancement culturel concentrés dans la capitale, caractérisés par la formation d'un groupe lettré séoulite privilégié, que l'affaiblissement subit du pouvoir royal n'explique pas entièrement. Quelques facteurs exogènes, en provenance de la Chine en particulier, opérant bien avant et sur une longue durée, semblent y avoir contribué. Un courant d'étude critique ou philologique, qui en Chine aux XVII^e et XVIII^e siècles cherchait à retrouver le sens originel des textes anciens, aurait eu pour effet de miner l'autorité de la tradition néo-confucéenne de l'école zhuxiiste. L'école de Wang Yangming et la littérature d'histoires romancées de l'époque auraient semé les ferments d'un humanisme dont la croissance aurait opéré au détriment de l'influence du fondamentalisme moral du confucianisme du Chosŏn. Mais qui étaient ces gens qui accueillaient ces apports intellectuels et culturels étrangers ? N'y avait-il que des facteurs externes ? Quel rapport ces courants entretiennent-ils avec l'évolution sociale et avec d'autres domaines culturels de l'époque ? Tout cela reste encore à explorer.

Le déplacement du centre de gravité politico-culturel vers la capitale devrait aussi être expliqué en rapport avec les nouvelles données économiques et sociales sur le plan plus global de l'époque. Cependant, contentons-nous dans ces quelques pages d'observer seulement le contexte d'une seule pente d'évolution.

La force de lettrés « à la campagne » ou sallim (山林)

Selon un schéma simplificateur, les forces sociales qui composaient le monde politique au milieu de la période de Chosŏn présente la « topographie » suivante. D'abord, un groupe privilégié à la capitale et son environnement : le roi et la famille royale (lignage royal et famille des reines), ainsi que les clans des « sujets méritants »

qui avaient contribué à la fondation de la dynastie. Ensuite, le corps politique formé de hauts fonctionnaires, qualifiés et entrés dans le monde politique à travers des concours nationaux. Puis, des groupes de lettrés sans poste officiel et/ou « ermites », résidants en province, reconnus, même sans avoir passé les concours, comme leaders des forces de lettrés en raison de leur érudition et de leur prestige moral, qui occasionnellement étaient invités à participer aux décisions politiques. Enfin, l'armée, en principe aux ordres du roi, mais qui pouvait jouer un rôle déterminant sur la balance du pouvoir.

Depuis le XVII^e siècle, après les invasions et les guerres, la politique confucéenne de partis du Chosŏn contenait jusqu'à un certain point le développement dudit premier groupe privilégié étant donné l'affaiblissement de la force des lignages des « sujets méritants ». Les lettrés confucéens, quant à eux, consolidèrent leur position dans les provinces aussi bien que dans le gouvernement central. A la « campagne », ils menaient une vie « scolastique » en formant les jeunes générations dans des instituts confucéens privés, *sŏwŏn* (書院), qui leur servaient aussi de base économique et sociale. Ils contrôlaient leurs propres forces de manière autonome au travers d'organisations fondées sur les liens de parenté, de transmission du savoir ou d'origine géographique. A l'occasion de leurs débats sur la doctrine et les enjeux politiques, ils se rassemblaient pour former une opinion publique à travers des réseaux régionaux ou nationaux. Ainsi se constituèrent les partis ou factions, *pungdang* (朋黨), englobant le corps de fonctionnaires. Ils contrôlaient également les autres forces politiques potentielles au sein du milieu lettré, formé dans des écoles publiques, *hyanggyo* (鄉校), et contenaient les autres groupes sociaux susceptibles de résister ou de causer des troubles. Leur autorité s'étendait jusqu'à la capitale par l'intermédiaire du pouvoir royal ou des fonctions publiques. Quand les jeunes disciples faisaient leur entrée sur la scène politique à la capitale, les maîtres à la « campagne » exerçaient leur influence sur le gouvernement central. Reconnus comme représentants du monde des lettrés confucéens, tantôt ils jouaient le rôle de conseillers à distance, tantôt ils étaient invités à la cour.

Du début du règne de Sukchong (r. 1674-1720) au début du règne de Yŏngjo (r.

1724-1776), le rapport entre les factions se caractérisait par une attitude sectaire et intolérante les unes envers les autres et le monde politique connaissait des « revirements » politiques (換局) répondant au principe du régime autocratique d'un seul parti. Le parti au pouvoir revendiquait souvent la suppression pure et simple des partis opposés, en refusant de les reconnaître comme partis de « lettrés honnêtes ». Un tel système politique provoquant l'affaiblissement du pouvoir royal, le roi confia des postes de confiance à ses parents ou beaux-parents, et leur conféra une autorité militaire afin de contenir le parti au pouvoir. Les forces à la « campagne » finirent ainsi par s'allier aux parents ou beaux-parents du roi pour faire perdurer l'autocratie de leur parti. A partir de la neuvième année du règne de Sukchong (1682), cette situation politique fut critiquée parce que l'opinion publique des lettrés fut considérée comme s'étant avilie au point de n'être plus qu'une voix au service de l'intérêt privé des grandes familles influentes.

L'autocratie d'un seul parti causa une autre crise. Les partis perdants, écartés du pouvoir et non reconnus comme forces capables de mener les affaires politiques, considéraient le parti au pouvoir comme l'adversaire à abattre. La persistance de la politique des « revirements » rendit vigoureusement hostiles au parti au pouvoir les autres forces, y compris celles qui, en dehors de la classe des lettrés, profitant du fait que le contrôle dont elles faisaient ordinairement l'objet s'était relâché dans ce contexte, pourraient éventuellement participer à la politique ou se transformer en des forces de résistance ou de changement. La situation était telle qu'il était possible que les partis d'opposition se servent de ces forces sociales « émancipées ». En effet, pendant les règnes de Sukchong et de Kyŏngjong, par exemple, il leur arriva de mener une politique s'appuyant sur des opérations d'espionnage utilisant les gens du palais, tels que les eunuques et les dames de la cour, ainsi que des gens de la classe intermédiaire : interprètes, militaires, enfants de concubines. Au cours de la révolte de l'année 1728, les factions de « l'opinion des juniors » (*soron* 少論) et des « sudistes » (*nam-in* 南人) envisagèrent même impliquer des bandes de voleurs des provinces. L'évolution politique de cette période eut pour conséquences le renforcement des

groupes politiques privilégiés — à savoir les grandes familles nées de l’alliance des parents du roi et des forces de la « campagne », l’apparition d’une nouvelle classe politique potentielle, et le développement d’une force de résistance ou de changement. C’est dans ce contexte instable et tendu, que la discussion sur la « politique d’impartialité » commença à prendre forme.

La réorganisation des groupes de lettrés à travers les politiques d’impartialités de Yǒngjo et de Chǒngjo

En effet, sous le choc de la révolte de 1728, le climat politique a tourné de la phase de « revirements » vers celle d’ « impartialité » affirmée par les proclamations résolues du roi d’abolir les factions. Chacun des deux groupes opposés était scindé en sous-groupes : ceux de « l’opinion sévère » (峻論) et de « l’opinion modérée » (緩論), respectivement opposés et partisans de la politique d’impartialité de Yǒngjo. Pour chaque sous-groupe, les raisons d’agir étaient différentes. Les sous-groupes de « l’opinion sévère » refusaient respectivement de cohabiter dans le gouvernement avec leur adversaire, avançant deux interprétations diamétralement opposées et inconciliables sur le procès de l’année Sin-im (1^{ère} année du règne de Kyǒngjong, 1721~1722). En revanche, tout en ayant des avis différents sur ledit procès, les sous-groupes de « l’opinion modérée » ne rejetaient pas entièrement l’adversaire et reconnaissait la nécessité de la politique de Yǒngjo. Le projet se concrétisa par l’élimination des partisans de « l’opinion sévère » d’une part, et la réorganisation des groupes influents autour des « seniors » et des « juniors » adhérents à « l’opinion modérée » d’autre part : mobiliser en harmonie les causes de chacun des partis, et recruter dans un vivier plus large les talents nécessaires à la réalisation de cette nouvelle politique, dans la perspective de créer un horizon sans parti et de former un milieu politique dénué de l’influence des factions. Ce principe fut plus ou moins appliqué pendant le règne de Yǒngjo.

Aux yeux de ce dernier, les factions s’enracinaient dans les groupes « à la campagne » de sorte que le moyen pour dissoudre les factions était d’exclure ces

groupes « ermites » de la scène politique. Pour y réussir, il ne suffisait pas de réconcilier et d'équilibrer les groupes influents, mais il fallait en même temps anéantir le rôle politique des factions « à la campagne » et les désolidariser du groupe détenteur du pouvoir réel. A l'exception de quelques appels lancés au début de son règne et de l'amabilité qu'il manifesta à l'égard de quelques « seniors » et « juniors », le roi Yǒngjo évita soigneusement le reste des forces des lettrés « ermites », qui par ailleurs étaient pour la plupart hostiles à sa politique d'impartialité. Une autre tentative conséquente menée dans ce but portait sur l'application de la règle consistant à « observer le principe de partage des postes » (互對雙舉) censée prévenir tout conflit politique dû aux intérêts des factions, et sur la réforme du système bureaucratique. Abolir en 1741 le droit des secrétaires du ministère des Fonctionnaires civils (吏曹郎官) et du collège des Historiographes (翰林) de recommander à des postes les lettrés réputés pour leur vertu (通清權), a eu pour conséquence de priver ces instituts de leur pouvoir de représentation du « principe juste » et de l'opinion publique. D'autres mesures avaient en outre été prises : le renforcement du pouvoir des magistrats locaux afin de soustraire les localités de la domination des lignages de lettrés traditionnels ; le renforcement du contrôle des instituts confucéens privés (書院) et des temples confucéens (祠宇) ; l'abolition d'une partie des instituts confucéens établis pendant la période de querelles entre factions ; l'abolition des temples privés consacrés à Kija ou à Zhu Xi et le déplacement de leurs portraits dans les écoles régionales publiques, etc. Les mesures d'impartialité prises pendant la période d'hégémonie de l' « opinion modérée » sous Yǒngjo firent non seulement perdre aux factions leur influence politique mais contribua également à dissoudre leur solidarité interne. Les forces « ermites » perdirent ainsi leur capacité de manœuvrer sur la scène politique et leur position d'arbitre des factions.

Cependant, l'ambiguïté de la souveraineté du Chosŏn fit patiner la machine. Son autorité royale n'était ni absolue, ni bâtie par exemple sur l'idée de puissance transcendante ou religieuse. Son idéologie néo-confucéenne légitimait plutôt la politique des lettrés. Dans cette configuration, le souverain n'avait sans doute pas

d'autre choix que de s'appuyer sur un parti de lettrés pour garantir le prestige de la dynastie, à moins de s'auto-proclamer roi-sage et lettré à la fois, ce qui était sans doute difficilement concevable à une époque où dominait le paradigme opposant la notion de « sages-rois » (聖王) à celle d' « étude des saints (confucéens) » (聖學). En effet, Yǒngjo avait choisi la fille de Cho Munmyǒng (趙文命, 1680-1732, Cho de P'ungyang), partisan de « l'opinion modérée », pour femme du prince héritier ; il avait en outre conclu une relation matrimoniale avec les clans de Chǒng Uriang (鄭羽良, 1692-1754, Chǒng de Yǒnil), Kim Hunggyǒng (金興慶, 1677-1750, Kim de Kyǒngju), Sin Man (申晩, 1703-1765, Sin de P'yǒngsan) et Hong Ponghan (洪鳳漢, 1713~1778, Hong de P'ungsan). Ses liens matrimoniaux et amicaux avec les grands sujets de « l'opinion modérée » jouaient un rôle décisif dans la nomination des ministres et des hauts fonctionnaires. A la fin de son règne, se forma un groupe politique privilégié dont les membres étaient à la fois pour la mesure d'impartialité et issus des belles-familles du roi. La force des familles des reines, qui au cœur des absurdités de l'époque précédente avaient exercé une influence déterminante dans les conflits fatals entre factions, avait augmenté au lieu de s'affaiblir. Ce groupe exerçait finalement un monopole politique, de sorte que la situation était pire que les rivalités entre factions. La politique de Yǒngjo se solda par un échec de ce point de vue.

Par la suite, cet insuccès conduisit à reporter le centre de gravité du côté des lettrés, qui, au sein de différentes écoles s'étaient opposés à ces groupes privilégiés. Tandis qu'un groupe résistait farouchement à la mesure d'impartialité de Yǒngjo, il y en avait un autre (« sudiste », « junior » ou « senior ») qui participait à la politique de Yǒngjo tout en gardant « l'opinion sévère » et restant critique vis-à-vis des lettrés de « l'opinion modérée ». Contrairement à la politique de Yǒngjo qui mettait l'accent premier sur l'équilibre et la neutralité politique dans le recrutement au détriment du talent et de la moralité de personne, ils prônaient à la fois l'abolition des factions, l'estime du « principe juste » (義理) et « l'obligation et l'intégrité morale » (名分節義). Leur revendication répondait à l'ambition et au point de vue du roi Chǒngjo.

L'une des premières opinions qui s'imposaient fut d'exclure du cercle du pouvoir

les forces des familles des reines. Ses effets se firent alors sentir dans le recrutement des fonctionnaires. Dès la première année de son règne, Chǒngjo démantela lui-même deux clans de ses propres belles-familles, à savoir celui de Kim Kaju (金龜柱, 1740-1786, Kim de Kyǒngju) et celui de Hong Ponghan (洪鳳漢, voir supra). Quand Hong Kug-yǒng (洪國榮, 1748~1781, Hong de P'ungsan), son plus loyal sujet, qui avait contribué à son accès au trône, tenta de diriger le gouvernement et de faire marche arrière en remettant en selle un groupe privilégié d'union des beaux-parents royaux et des forces « à la campagne », le roi le mit à la retraite et élimina son clan. Fier de sa politique volontaire, il déclara en sa 21^{ème} année de règne (1797) : « depuis mon règne, il n'y a plus aucune intervention politique des parents royaux 'extérieurs' ». Mais le roi périt trois ans après.

La séparation de la « capitale » et de la « campagne », et le déplacement du centre de gravité à la capitale

Les lettrés de « l'opinion des seniors », ayant contribué à l'avènement du roi Yǒngjo, et dont les noyaux « à la campagne » avaient noué des relations matrimoniales avec la famille royale, donnaient le ton en politique et dans les milieux académiques au XVIII^e siècle. Une place privilégiée leur était désormais réservée à la capitale. Parmi eux, ce sont les lettrés de « l'opinion de Nak » (洛論, c'est-à-dire de la région de Séoul) qui prirent le dessus sur ceux de « l'opinion de Ho » (湖論, c'est-à-dire de région Ch'ungch'ǒng) dans le jeu des forces politiques. Le débat qui divisait en deux camps le lignage académique de Song Siyǒl (宋時烈, 1607~1689, Song d'Ŭnjin), portait sur la question de savoir si la nature de l'homme était la même que celle des animaux et des choses. Les lettrés de Nak défendaient la thèse de leur similitude face aux lettrés de Ho. Or, le groupe de Ho connut par la suite une division interne entre le clan de Song Siyǒl et celui de Song Chun-gil (宋浚吉, 1606~1672, Song d'Ŭnjin) ; certains membres partirent pour s'approcher du camp Nak. En outre, la famille des Kim de Kyǒngju, à laquelle appartenait la reine Chǒngsun (貞純王后, 1745~1805), seconde épouse du roi Yǒngjo, qui était au cœur de la ligue « des principes » (byǒkp'a 僻派) du côté de « l'opinion

des seniors », fut éjectée par la ligue « des convenances » (*sip'a* 時派) après le revirement politique de l'année Pyŏng-in (1806, sous le règne de roi Sunjo). Ce clan entraîna dans sa chute la branche de Ho. La plupart des partisans de « l'opinion de Nak » rattachés à la ligue « des convenances », avaient été nommés à des postes clés proches du roi Chŏngjo. Ils étaient devenus depuis Sunjo hommes puissants et familles distinguées et dominaient le milieu intellectuel à la capitale. Issu de « l'opinion des seniors », ce milieu, appelé « école de la capitale » ou *kyŏnghak* (京學), se sépara des écoles des régions et finit par l'emporter sur elles. Sauf quelques rares cas où les lettrés de la « campagne » furent invités au centre, la « campagne », isolée du milieu politique métropolitain, déclinait.

Quant aux « juniors », opposés aux « seniors », doctrinaires plus rigides qu'eux, ils avaient déjà, au XVII^e siècle, adopté une attitude plus ouverte et libre dans leur étude. Sous les règnes de Yŏngjo et de Chŏngjo, ils s'étaient conformés à leur « politique d'impartialité », de sorte qu'un noyau de l'école avait été promu fonctionnaires à la capitale, et y avait formé une école distincte des lettrés à « la campagne ».

Quant aux « sudistes », depuis le XVIII^e siècle, leur école se transmettait par deux voies régionales différentes : le Yŏngnam (sud-est) et le Kiho (capitale et son environnement). Aux XVIII^e et XIX^e siècles, les « sudistes » du Yŏngnam, isolés du monde savant de la capitale, attachés à leur base « à la campagne », déclinèrent au niveau de forces locales. En revanche, les « sudistes » de Kiho, héritiers d'un mouvement dit « pur » de l'école « sudiste » qui avait revendiqué l'élimination des familles illustres, tirèrent profit de la « politique d'impartialité », et connurent leur hégémonie à la cour de Chŏngjo, avant de décliner après la disparition subite de ce dernier.

Une nouvelle tendance à la capitale

Le roi Chŏngjo et ses lettrés du Kyujanggak, « gardes du corps » intellectuels du roi, sont à la tête du monde des lettrés de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Dans ce

contexte, le courant zhuxiiste d' « étude du principe et du sens » (義理之學) dominé par le milieu à « la campagne », perd progressivement du terrain. D'un autre côté, l'atmosphère intellectuelle et culturelle autour de Chǒngjo à Séoul se complique en perdant de son unité : les lettrés, sous l'influence de courants extérieurs, prennent leurs distances avec l'orientation traditionnelle des écoles majeures et avec le plan de Chǒngjo.

Aujourd'hui, pour beaucoup, le roi Chǒngjo passe pour un souverain lettré puissant qui a réussi à renforcer l'autorité royale et à redresser l'idéologie confucéenne, au moins pendant son règne. L'une de ses stratégies politiques consistait à jouer un rôle de prometteur par, entre autres, la formation d'une élite de lettrés fonctionnaires qui épauleraient sa politique. Cette politique cependant, s'avéra être une « arme à double tranchant ». Mentor pour les lettrés fonctionnaires à la cour, en particulier pour les jeunes talents qu'il formait, et dont il se faisait entourer, le souverain transmettait sa passion intellectuelle. Il nous semble en dernière analyse qu'il leur transmettait sa façon de lire, de penser, de discuter, d'éditer et de collectionner les livres. Sous son ordre, l'Etat du Chosŏn importa, conserva et publia un grand nombre d'ouvrages. Les lettrés du Kyujanggak et quelques membres privilégiés de son entourage étaient autorisés à consulter ces collections. Il en était ainsi par exemple de la *Collection de livres et d'illustrations antiques et modernes* (*Gujin tushu jicheng* en chinois, *Kogŭm tosŏ chipsŏng* en coréen, 古今圖書集成), un compendium encyclopédique en 10.000 volumes imprimé en 1726 en Chine, traitant de nombreux domaines du savoir (mathématiques, géographie, histoire, techniques, art, littérature, lois, etc.), classés de manière innovante. Son intérêt pour l'étude et la collection semble avoir suscité la même passion chez les jeunes lettrés de son entourage. Ces derniers, à leur tour, selon leurs moyens, acquirent des ouvrages chinois et les diffusèrent diversement dans leur milieu.

Cependant le roi finit par critiquer voire interdire l'importation par les lettrés de certaines catégories de textes chinois. L'offensive politique de ces lettrés amena le souverain à user d'un stratagème consistant à s'opposer à eux en vue de prévenir une

éventuelle perte de contrôle sur l'équilibre entre les différentes forces politiques à sa cour. Dans sa « mesure d'impartialité », il avait dû équilibrer en particulier les deux forces rivales de lettrés fonctionnaires composant cette élite, à savoir les « sudistes » et les partisans de « l'opinion des seniors ». Lorsque certains parmi les jeunes « sudistes » furent impliqués dans le scandale de la lecture et de la diffusion des ouvrages occidentaux portant sur la doctrine chrétienne, dénoncé par leurs adversaires, le roi relança, dans un but politique vraisemblablement, la campagne du « retour à la littérature correcte » (文體反正), propre à mettre en cause les membres des camps opposés. « Si l'on veut interdire l'étude occidentale (c'est-à-dire la doctrine chrétienne), déclara-t-il, il faut au préalable interdire les histoires romancées (*p'aegwan chapki* 稗官雜記), et si l'on veut interdire ces dernières, il faut commencer par interdire les recueils littéraires produits à la fin des Ming et au début des Qing » (*Chǒngjo sillok* 正朝實錄, *kwon* 33, 15^e année (1791), 10^e mois, 24^e jour *ŭlch'uk* 乙丑). Chǒngjo était d'avis que les courants littéraires et intellectuels de ces périodes de la Chine constituaient un défi à l'orthodoxie confucéenne, et se trouvaient à l'origine des « fautes » : hétérodoxie occidentale et décadence chinoise. Selon le roi, la première « contaminait » les « sudistes », la seconde, les partisans de « l'opinion des seniors ». En effet, Chǒngjo reprochait à ces derniers d'avoir importé et lu des ouvrages chinois douteux et décadents, et d'avoir produit des œuvres futiles de style frivole — il s'agirait sans doute d'histoires romancées et d'écrits de style de *biji* (筆記, *p'ilgi* en coréen) ou « notes au fil du pinceau », en vogue en Chine depuis au moins les XVI^e et XVII^e siècles — contribuant, selon lui, à dégrader la culture confucéenne. Les lettrés concernés étaient notamment Pak Chiwon (朴趾源, 1737-1805, né à Séoul, du clan des Pak de Pannam), Kim Chosun (金祖淳, 1765-1832, du clan des Kim d'Andong, descendant de Kim Ch'angjip 金昌集 et futur beau-père du roi Sunjo), Nam Kongch'ol (南公轍, 1760-1840, né à Séoul, du clan des Nam d'Ŭiryǒng, fils d'un maître du roi Chǒngjo), Yi Sanghwang (李相璜, 1763-1841, du clan des Yi de Chǒnju, futur maître du prince héritier), Sim Sanggyu (沈象奎, 1766-1838, du clan des Sim de Ch'ǒngsong, futur auteur du *Man'gi yoram* 萬機要覽, 1808) qui faisaient partie de la ligue « des convenances »

de « l'opinion des seniors », et qui au cours de la période suivante, durant le règne de Sunjo, devaient dominer le milieu politique et le monde culturel des lettrés à la capitale. L'engouement intellectuel du souverain, en particulier pour la collection et la publication des livres, semble cependant avoir joué au moins un rôle catalyseur dans l'évolution de cette pente culturelle, plus que de l'avoir contrôlée.

L'hégémonie politique et culturelle se trouva concentrée dans le gouvernement et dans la capitale durant les règnes des deux « despotes éclairés », qui voulaient incarner des « rois-sages » confucéens. Après leur disparition, cette hégémonie tombe désormais aux mains des lettrés « des familles illustres à la capitale » proches du pouvoir. Or, ces lettrés métropolitains, comparés aux générations antérieures et à leurs contemporains « à la campagne », portaient relativement moins d'intérêt aux débats concernant les idées métaphysiques, la morale, les connaissances utiles à la gouvernance ou les projets réformistes, mais portaient d'avantage attention à la recherche des savoirs nouveaux. Ainsi s'annonce l'ère de la culture des grands liseurs et collectionneurs. En dépit de la critique par le roi et de la censure par l'Etat à la fin du XVIII^e siècle, la circulation des ouvrages importés, la reproduction et la diffusion des nouveaux savoirs, semblent continuer sinon s'amplifier au XIX^e siècle. La bibliophilie, l'acquisition des savoirs et des informations nouvelles, la relation des pérégrinations intellectuelles et la critique littéraire et artistique, semblent à l'époque être appréciés comme faisant partie du bon goût. Le mode d'étude passe de la lecture attentive à la lecture vaste, de l'exégèse à la critique et au compte rendu. Détenant le pouvoir politique, les moyens économiques et une tradition intellectuelle transmise de génération en génération dans la famille, les lettrés des lignages influents à la capitale sont à l'avant-garde de ce courant. « Parmi les familles influentes établies à Séoul depuis des générations, on ne peut pas compter sur les doigts tous les gens en possession de milliers de livres » (Hong Hanju 洪翰周 (1798-1868, Hong de P'ungsan), *Chisu nyŏmp'il* 智水拈筆, *kwon* 1). Et ils justifient ce mode de lecture sur un ton toujours confucéen : « pour un lecteur, le genre du livre n'est pas important ; ce qui importe c'est son aptitude à rendre utile ce qu'il lit » (Hong Sŏkchu 洪奭周 (1774-

1842, Hong de P'ungsan, frère de Hong Hyŏnju, gendre du roi Chŏngjo), *Hakkang sanp'il* 鶴岡散筆, *kwon 2*).

Parmi les nouveaux phénomènes qui caractérisent les sphères intellectuelles et culturelles de l'époque, on trouve un style de littérature indicateur de cette nouvelle tendance : *toksŏrok* (讀書錄) ou « note de lecture ». La littérature de Chosŏn qui présente par la critique les écrits littéraires et les arts des Ming et des Qing ne date pas de cette époque. Le *Sŏngso Pokpugo* (惺所覆瓿藁) ou *Ecrits sans valeur de Sŏngso* (d'un style de « notes au fil du pinceau ») de Hŏ Kyun (許筠, 1569-1618) en est un exemple. Toutefois, si les *Ecrits sans valeur* faisaient, à leur époque, dissidence dans le milieu des lettrés du Chosŏn, ces « notes de lecture » s'inscrivent alors dans une catégorie d'écriture qui a pour but d'être amplement lue et diffusée et dont la famille de l'auteur est fier. Elles se présentent soit comme le catalogage systématique d'informations bibliographiques, soit comme un compte rendu comportant résumé et critique de l'ouvrage, ou encore comme les deux à la fois. Les *Hongssi toksŏrok* (洪氏讀書錄) ou les *Notes de lecture de la famille Hong* de Hong Sŏkchu (voir supra) en sont un exemple spectaculaire avec 472 genres d'ouvrages (en terme de volumes, 16000 environ) explorés, portant sur des sujets très variés : études sur les classiques de la tradition confucéenne ; histoires officielles et non officielles ainsi qu'histoires romancées ; monographies locales ; traités sur l'agriculture, sur la médecine, sur la loi, sur les affaires militaires, sur le taoïsme philosophique, sur le bouddhisme, sur l'astronomie, sur les mathématiques, sur les arts et sur les théories d'autres domaines ; romans ; recueils littéraires ; dictionnaires et encyclopédies ; traductions, et la liste n'est pas encore complète. Ces *Notes* pouvaient servir de guide en vue d'une lecture très étendue et de la plus grande érudition. Hong Kilju (洪吉周, 1786-1841, un des frères de Sŏkju), était persuadé que leur *Toksŏrok* allait circuler et être reconnu comme un modèle en matière de « notes de lecture ».

A qui ces notes étaient-elles été destinées ? Comment ont-elles été lues, vues et utilisées par des groupes et classes sociales différents ? Quels rôles ont-elles réellement joué à l'époque dans la culture de lecture, dans la diffusion des savoirs, dans la

formation (ou la disparition) des courants et dans l'appropriation de l'ancienne culture ou de la nouvelle « vague » ? Quel rapport leur diffusion a-t-elle entretenu avec le développement de l'industrie de librairie à la capitale ? On remarque déjà la possibilité qu'elles auraient pu avoir de jouer un rôle de distinction sociale dans le milieu des lettrés de l'époque : rédiger, lire et citer ces « notes de lecture » pouvaient constituer une marque socioculturelle distinctive. A l'époque, on assiste d'une part à une permissivité graduelle du contrôle du savoir et de la publication par l'Etat confucéen qui conduit au développement des librairies privées dans la capitale et dans les grandes villes, et, d'autre part, à une ample et profonde mouvance sociale, fût-ce-t-elle souterraine, liée aux nouvelles données économiques et idéologiques en dépit de la structure d'une société hiérarchisée conservée en surface.

Bibliographie

- CHIN Chaegyo (진재교), « Sipku segi kyŏnghwa sejok ūi toksŏ munhwa – Hong Sŏkchu kamun ūl chungsim ūro » (19세기 京華世族의 讀書文化 – 洪奭周 家門을 중심으로), *Hanmun hakpo* (漢文學報), vol 16 (2007) : 137-166.
- PAK Kwang'yong (朴光用), « Pungdang chŏngch'i wa t'angp'yŏng » (朋黨政治와 蕩平), *Tongyanghak* (東洋學), vol. 19, no.1 (1989), Appendix : 501~513.
- YI Chaejŏng (이재정), *Chosŏn ch'ulp'an chusik hoesa* (조선출판주식회사), Antiquus (안티쿠스), 2008.
- YU Ponghak (유봉학), *Chosŏn hugi hakkye wa chisig-in* (조선후기 학계와 지식인), Sin-gu munhwasa (신구문화사), 1998.